

« Le gouvernement n'appelle plus les rédactions »

En Arménie, grâce aux vidéos en direct sur Facebook, la « révolution de velours » n'a pas uniquement provoqué un changement de paradigme dans le monde politique, mais aussi dans le paysage médiatique. PAR EVA HIRSCHI, EREVAN



L'usage du téléphone portable a été déterminant lors des manifestations en Arménie.

« Grâce aux images en direct, la population a pu constater que le mouvement était pacifique. »

Samvel Martirosyan

Une atmosphère électrique régnait sur la place de la République de la capitale arménienne Erevan, lorsqu'une foule compacte, une marée humaine aux poings levés, scandait le slogan « Révolution de l'amour et de la solidarité ! », se souvient Ani Mejlumyan, une journaliste arménienne de 28 ans. Le mouvement de protestations qui avait commencé en avril 2018 allait durer plusieurs semaines. La colère de la population était dirigée contre Serge Sarkissian, qui était au pouvoir depuis dix ans et qui cherchait à le conserver en briguant un mandat de Premier ministre après avoir été président. C'est ce mécontentement, conjugué à la frustration provoquée par la corruption et le népotisme, qui a poussé les citoyens dans la rue.

Nikol Pachinian, chef de l'opposition, a conduit le mouvement de protestation. Il appelait à la mobilisation par des vidéos en direct sur Facebook. « La particularité de ces manifestations était qu'elles étaient

pacifiques », observe Ani Mejlumyan. Cette jeune journaliste travaillait alors pour la télévision d'Etat, qui avait, dans un premier temps, délibérément ignoré les manifestations.

Cependant, durant son temps libre, Ani Mejlumyan se rendait dans la rue pour filmer les événements avec Periscope, une application permettant de retransmettre en direct des vidéos, afin de montrer au monde entier ce qui se déroulait dans son pays. Le mouvement de protestation était en effet particulier, car, au lieu de se soulever, les contestataires ont eu recours à la désobéissance civile en bloquant les routes et en paralysant la ville. Cette stratégie s'est révélée gagnante : le 23 avril 2018, Serge Sarkissian annonçait sa démission. Ce changement de régime obtenu sans violence a donc été appelé « révolution de velours », comme à Prague en 1989. Cette fois pourtant, les gens dans la rue disposaient d'une autre arme : leurs smartphones.

Quand la révolution est devenue « sexy »

« Dans tous mes fils d'actualités – sur Twitter, Facebook, Instagram –, je ne voyais plus que des images et des vidéos des manifestations », se rappelle Ani Mejlumyan. La plupart des protestataires étaient jeunes. Ils utilisaient la fonction Live pour montrer ce qui se passait, mais aussi pour exprimer leur soutien. Selon Samvel Martirosyan, spécialiste des médias, le moment décisif était celui où de jeunes femmes ont commencé à publier sur Instagram des stories d'elles-mêmes dans la rue : « cela signifiait que la révolution était devenue sexy ». Lorsque même de jeunes femmes descendaient dans la rue pour revendiquer – un fait sans précédent dans la société patriarcale arménienne –, les hommes n'avaient plus aucune excuse pour rester chez eux. « Ces messieurs se sont sentis mis au pied du mur », commente Samvel Martirosyan.

La plupart des médias traditionnels ont pourtant commencé par ne montrer aucune image de ces manifestations. Ce choix s'explique, d'une part, par le fait que les médias arméniens ne couvraient l'actualité que de manière favorable au gouvernement. D'autre part, la télévision ne disposait pas de l'équipement technique nécessaire pour couvrir des événements en direct, explique Gegham Vardanyan, rédacteur en chef de la plateforme médiatique media.am. Qu'en est-il des journaux ? « Les journaux et les radios ne jouent aucun rôle en Arménie », déclare-t-il. Une étude publiée fin 2019 par la plateforme médiatique Media Initiative, Center et par Caucasus Research Resource Center révèle que seulement 4% de la population s'informe par la radio et 1,5% par les journaux. La télévision et internet sont les sources d'informations privilégiées des Arméniens. Mais comme la télévision ne couvrait pas les manifestations, les citoyens se sont tournés vers les médias sociaux.

« En apparaissant en direct sur Facebook, Nikol Pachinian a détruit le système de propagande des médias. Tout le monde suivait les événements sur son smartphone ou sa tablette, et plus personne n'allumait son téléviseur ou ne lisait d'articles. La population

voulait voir ce qui se passait », explique Samvel Martirosyan. Au début, le gouvernement voyait cela d'un bon œil. Comme les gens pouvaient suivre les événements sur leurs portables, confortablement assis à la maison, il y a eu effectivement moins de participants aux manifestations.

C'est pourtant alors que le leader de l'opposition Nikol Pachinian, lui-même ancien journaliste, s'est mis à appeler via Facebook la population à descendre dans la rue. En fin de compte, cela a bouleversé tout le paysage médiatique. Les médias se sont rendu compte qu'ils devraient eux aussi couvrir les événements en direct s'ils ne voulaient pas perdre leur public au profit des réseaux sociaux. Et donc remplir la véritable mission principale des médias : montrer ce qui est.

Grâce aux images en direct, toute la population a pu constater que le mouvement de protestation était pacifique, raison pour laquelle le soutien de la société est resté important. « A cela s'ajoute le fait que la société arménienne est très petite : on reconnaît les visages. Les policiers ne voulaient pas prendre le risque d'employer la violence, car sinon ils seraient vite identifiés, dit Samvel Martirosyan. Savoir que tout le monde scrutait leurs agissements leur a finalement sapé le moral. »

Après le changement politique

Début mai 2018, Nikol Pachinian est élu Premier ministre. Avec le nouveau gouvernement, les rapports de force se sont modifiés dans le paysage médiatique. Les chaînes de télévision, les médias en ligne et les maisons d'édition ont changé de propriétaire. Le magnat des médias Mikael Minasyan, beau-fils de l'ex-président Serge Sarkissian, est passé à l'arrière-plan. « Certes, l'Etat ne contrôle plus les médias, mais ils sont loin d'être libres », analyse Samvel Martirosyan. Selon lui, la plupart des médias sont maintenant passés aux mains d'anciens membres de l'appareil d'Etat ou d'autres personnes influentes. Ces changements ont aussi donné lieu à une polarisation, explique la journaliste Ani Mejlumyan. Quoi qu'il en soit, les rédactions sont plus indépendantes qu'auparavant : « Le gouvernement n'appelle plus les rédactions pour empêcher la publication d'un article ou d'un reportage. »

Ani Mejlumyan, Samvel Martirosyan et Gegham Vardanyan s'accordent pour dire que le grand problème est le manque d'argent. « La pression est énorme, les salaires sont bas et nombre de journalistes doivent produire trois papiers par jour pour survivre. Dans ces conditions, la qualité ne peut qu'en souffrir », dit Ani Mejlumyan. Aujourd'hui, elle travaille pour Eurasianet, un média en ligne qui couvre le Caucase et l'Asie centrale qui appartient à l'institut Harriman de l'université Columbia aux Etats-Unis. Ses conditions de vie se sont améliorées. Mais le manque d'indépendance financière des médias nationaux montre que, même si la machine de propagande ne fonctionne plus, ils restent encore et toujours un instrument politique.